



République Française

-----  
**DEPARTEMENT**  
PAS DE CALAIS

-----  
**ARRONDISSEMENT**  
ARRAS

-----  
**COMMUNE**  
DAINVILLE

-----

Réf. : ST/FM

**N° 2025/089**

**OBJET**

**Autorisation de  
voirie temporaire  
pour la ducasse**

## ARRETE DU MAIRE

Nous, Maire de la Commune de DAINVILLE,  
Vu, le Code de la Route,  
Vu, le Code des Collectivités territoriales,  
Vu, la demande formulée par Madame CARON - CORNET  
Caroline, foraine, d'occuper le domaine public en vue d'exercer  
son activité pendant la Ducasse du Moulin Jérôme à Dainville.

### **ARRETONS**

Article 1 : Madame CARON - CORNET Caroline est autorisée  
pour la période du 23 Septembre au 01 Octobre 2025 (Ducasse  
Moulin Jérôme) à installer son manège Disney Magic de 8m de  
diamètre, une remorque pêche de 5m x 5m sur le domaine public  
communal (Place du Général de Gaulle) pour les attractions  
foraines.

Article 2 : La présente autorisation est personnelle et incessible.

Article 3 : Le permissionnaire veillera à conserver le domaine  
public en parfait état de propreté pendant toute la période  
d'occupation. En cas de détérioration, dégradation ou de  
salissures constatées, la Commune fera procéder aux travaux de  
remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Article 4 : Le permissionnaire devra laisser une zone libre de 4  
mètres en vis-à-vis sur la chaussée pour permettre la circulation  
des véhicules de sécurité. Il devra également laisser un passage  
d'un mètre cinquante minimum entre les installations foraines sur  
les parkings (accessibilité personnes à mobilité réduite, landaus,  
etc..).

Article 5 : Madame la Directrice générale des Services de la  
Mairie, Monsieur le commissaire de police d'Arras, sont chargés  
chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté,  
publié, transmis et certifié exécutoire le 22 septembre 2025.

Dainville, le 22/09/2025

Le Maire,  
Françoise ROSSIGNOL



#Signature#

*Nota : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif  
territorialement compétent, qui devra, sous peine de forclusion, être enregistré au greffe de cette  
juridiction dans le délai de 2 mois à compter de sa notification*

*Nota : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, qui devra, sous peine de forclusion, être enregistré au greffe de cette juridiction dans le délai de 2 mois à compter de sa notification*